

## NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

L'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être annexée au compte financier unique. La présente note répond à cette obligation.

Pour mémoire, le compte financier unique :

- Est établi en fin d'exercice par le Président,
- Est le bilan financier de la communauté de communes. Il rend compte des opérations budgétaires exécutées.
- Rapproche des prévisions budgétaires inscrites au budget primitif des réalisations effectives, en dépenses et en recettes, pour les deux sections,
- Se présente de la même manière que le budget pour permettre la comparaison et présenter les résultats comptables de l'exercice.

Le compte financier unique comporte deux grandes sections bien distinctes :

- **La section de fonctionnement** qui concerne la gestion courante de la communauté de communes,
- **La section d'investissement** qui retrace les opérations non courantes, ponctuelles, de nature à modifier le patrimoine de la commune.

Contrairement à un budget qui doit être équilibré (dépenses = recettes pour chaque section), le compte financier unique fait ressortir des écarts entre les dépenses et les recettes de chaque section. Son objectif est de dégager les résultats de l'exercice en sachant que les informations qui y figurent sont concordantes avec celles présentées par le Trésorier dans son compte de gestion.

## Note de présentation du compte financier unique 2025 Budget général

### 1. La section de fonctionnement

#### 1.1 Résultat

##### a) Résultats de fonctionnement pour l'année 2025

|                            |   |                 |
|----------------------------|---|-----------------|
| Recettes de fonctionnement |   | 19 839 880.58 € |
| Dépenses de fonctionnement | - | 17 464 601.39 € |
| Résultats de l'année 2025  |   | 2 375 279.19 €  |

#### 1.2 Analyse

##### Les dépenses de fonctionnement :

Les dépenses de fonctionnement regroupent toutes les dépenses de gestion courante nécessaires au bon fonctionnement des divers services communautaires notamment :

##### - **1) Les charges à caractère général (chapitre 011)**

Ce chapitre contient toutes les dépenses relatives aux bâtiments communaux, à l'énergie, aux frais de communication, aux contrats de maintenance et prestations de services (collecte des déchets), aux assurances, aux achats de petits matériels et d'entretien courant, aux fournitures administratives, aux fêtes et cérémonies, aux réparations, aux études aux taxes foncières, aux locations diverses et honoraires payées par la communauté de communes

Pour 2025, les dépenses au sein de ce chapitre s'élèvent à **3 909 810.84 €**. On observe un écart par rapport à nos prévisions de **1 265 067.16 €**. Ces dépenses concernent principalement :

- Les assurances : 275 399 €
- Les études : 173 184 € (en partie subventionnées)
- Les Prestations du service déchets (collecte, transport, charges courantes : 2 735 835 €
- Les fluides (Edf, eau, téléphone) : 190 448 €
- Maintenances et réparations : 158 809 €

02B-200036499-20260427-2026-41-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2026

- L'appel à des intermédiaires et les notes d'honoraires : 79 839 €
- La publicité, les réceptions, foires, expositions : 82 164 €

La différence entre prévisions et réalisations s'explique par le retard dans la réalisation des services : Mobilités (-279 260 €), le PAT (-65 560 €), la GEMAPI (-547 464 €), la transition écologique (-82 290 €), la voirie (54 460 €)

## **2) Les dépenses de personnel (chapitre 012)**

Ces dépenses s'élèvent **5 560 467 €** pour l'année 2025. Elles étaient de **5 290 185 €** en 2024, soit 5% d'augmentation. Depuis 2022 ce sont 18 postes qui ont été créés pour venir renforcer les politiques publiques de la communauté de communes, à la fois sur des fonctions métier et des fonctions support, en partie compensés par les participations de l'état et d'autres organismes pour un montant de 201 k€

L'impact du recrutement d'agents pour développer les politiques publiques induit un renforcement des équipes support (ressources humaines, communication, finances etc.).

## **3) Atténuation de produits**

Ce chapitre regroupe pour la deuxième année la DGF **890 442 €** reversée aux communes membres, **279 036 €** de reversement du FPIC, **32 866 €** de contribution au redressement des finances publiques et **3 564 €** de dégrèvement sur les contributions directes

## **4) Les charges de gestion courante (chapitre 65)**

Ce chapitre regroupe les indemnités des élus, les subventions versées aux associations, les frais de contingents incendie et les participations aux organismes extérieurs (SYVADEC-OTI). Ces charges s'élèvent à **5 694 018 €**. En 2024, la subvention à l'Office de tourisme intercommunal (6574) a été attribuée pour un montant de **500 000 €** et la cotisation SYVADEC s'est élevée à **5 194 018 €**

Ce chapitre regroupe également les indemnités de fonctions pour **159 845 €** ainsi que les créances admises en non-valeur concernant les anciennes factures de la déchetterie avant qu'elle ne soit transférée en 2016 au SYVADEC pour un montant de **61 373 €**.

Pour finir ce chapitre comprend également la participation de la CCMG aux frais de navettes dans le rural et le reversement à la CAB de la participation au poste CRTE pour **33 913 €**

## **5) Les charges financières (chapitre 66)**

Ces charges concernent les intérêts des emprunts pour un montant de **30 145 €**. Elles étaient de 36 538 € en 2024.

## **6) Les charges exceptionnelles (chapitre 67)**

Il n'y a pas eu de charges exceptionnelles en 2025

### **Récapitulatif des dépenses réelles de fonctionnement**

| Chapitres      | Intitulés                          | CA 2025       | CA 2024       | Variation    |
|----------------|------------------------------------|---------------|---------------|--------------|
| 011            | Charges à caractère général        | 3 909 810.84  | 3 842 190.83  | 67 620.01    |
| 012            | Charges de personnel               | 5 560 467.39  | 5 290 185.10  | 270 282.29   |
| 014            | Atténuation de produits            | 1 205 908.00  | 1 413 841.00  | - 207 933.00 |
| 65             | Autres charges de gestion courante | 5 949 152.06  | 5 645 680.59  | 303 471.47   |
| 66             | Charges financières                | 30 144.57     | 36 538.78     | - 6 394.21   |
| 67             | Charges exceptionnelles            | 0             | 252.36        | - 252.36     |
| Total dépenses |                                    | 16 655 482.86 | 16 228 688.66 | 426 794.20   |

### Les recettes de fonctionnement :

Les recettes réelles peuvent être classées en plusieurs catégories selon leur origine :

- Atténuation de charges
- Les produits issus de la fiscalité directe locale
- Les dotations de l'État (dont la dotation globale de fonctionnement) et les participations d'autres collectivités
- Les produits des services
- Les revenus des immeubles communaux

#### 1) Les atténuations de charges (chapitre 013)

Ce chapitre concerne emboursements de rémunérations ou charges de personnel (ex : indemnités journalières de sécurité sociale après arrêt maladie) pour un montant de **192 010 €**

#### 2) Les produits des services et du patrimoine (chapitre 70)

Les produits proviennent principalement :

- De l'occupation du domaine public : implantation par Météo France d'un dispositif de télémètre à nuages sur le terrain de la Communauté de communes pour une durée de 3 ans, dont le montant est de **1 000 €**
- Il s'agit du remboursement par les budgets annexes des frais de personnel *pour* un montant de **2 964 420.27 €** en 2025. Il était de 2 801 575 € en 2023. Pour satisfaire au rappel aux droits N°4 de la Chambre Régional des comptes dans son rapport du 29/09/2023 : « *respecter sans délai, le principe d'équilibre des budgets SPIC en assurant le remboursement des charges de personnel réelles au budget principal en application des articles L.2221-1 et L.22224-2 du code général des collectivités territoriales* » la répartition des frais de personnel se fait dorénavant sur la base des dépenses réelles et induit une augmentation importante de ce chapitre( avant versé au 013)
- La redevance spéciale, mise en place fin 2025 pour un montant de **209 100 €**

#### 3) Les impôts et taxes (chapitre 73) et fiscalité locale (chapitre 731)

**Les taux d'imposition communaux sont :**

Taxe sur le foncier bâti : 6.02%

Taxe sur le foncier non bâti : 20.17%

Cotisation foncière des entreprises : 9.34%

Taxe d'habitation (logements vacants et résidences secondaires) : 8.34%

L'augmentation du produit de la fiscalité est liée, d'une part, à la revalorisation de la base fiscale via un coefficient d'actualisation calculé par l'administration fiscale, en fonction de l'inflation, pour l'ensemble du territoire national et, d'autre part, à la construction de nouvelles habitations. Cette croissance « physique » des bases est notamment le résultat des constructions de nouveaux logements qui connaît un rythme assez dynamique dans notre communauté de communes.

|   | CA 2022     | CA 2023            | CA 2024           | CA 2025                  |
|---|-------------|--------------------|-------------------|--------------------------|
| <b>73 111 – Taxes foncières et d'habitation</b> | 2 364 913 € | 2 530 229 €        | 2 598 690 €       | 2 558 498                |
| Variation en pourcentage                        |             | 7.00% / 2022       | 2.64% / 2023      | <b>-1,5% / 2024</b>      |
| Variation en valeur                             |             | + 165 316 € / 2022 | + 68 461 € / 2023 | <b>- 40 192 € / 2024</b> |
| <b>73 31 - TEOM</b>                             | 5 923 401 € | 6 436 729 €        | 6 856 797 €       | 7 161 964                |
|   |             | 8.66 % / 2022      | 6.13% / 2023      | 4,45 % / 2024            |
|   |             | + 513 328 € / 2022 | + 420 068 / 2023  | + 305 167 / 2024         |

Les chapitres 73/731 regroupe également :

- La taxe GEMAPI (**151 036 €**) ;
- La taxe de séjour (**476 366 €**)
- La CFE (**996 976 €**)
- La fraction de TVA (**1 977 864 €**)
- Le versement du FPIC (**173 752 €**)

#### **4) Les dotations, subvention et participations (chapitre 74)**

La dotation d'intercommunalité, principale dotation de fonctionnement de l'Etat, est une ressource qui a évolué de la manière suivante **327 128 €** contre 266 045 € en 2024

Le chapitre 74 regroupe également

- Les compensations de Taxe foncière et de CFE : **764 122 €**
- La DGF à reverser aux communes : **843 908 €**
- Les aides de l'état et autres pour les postes « chargé de mission » : **201 859 €**

#### **5) Les autres produits de gestion courante (chapitre 75)**

Il s'agit notamment d'une subvention versée par l'ADEME et l'ANCT pour le dispositif « Territoire d'engagement » : **69 302.50 €**, une subvention pour les mobilités **21 842 €** les remboursements de trop perçu **644 €**

#### **6) Produits financiers**

Ce chapitre concerne le remboursement par le budget Annexe de de l'assainissement d'un prêt du budget principal durant l'exercice 2018, soit **17 516 €**

#### **7) Les produits exceptionnels (chapitre 77)**

Le produit exceptionnel de **76 690 €** concernent la régularisation d'une écriture comptable de 2023

### **Récapitulatif des recettes de fonctionnement**

| Chapitres | Intitulés                          | CA 2025    | CA 2024    | Variation          |
|-----------|------------------------------------|------------|------------|--------------------|
|           |                                    |            |            | Entre 2025 et 2024 |
| R002      | Excédent de fonctionnement reporté | 11 313 898 | 9 265 798  | 2 048 100          |
| 013       | Atténuation de charges             | 192 010    | 3 024 110  | <b>-2 832 100</b>  |
| 70        | Produits des services              | 3 178 621  | 1 000      | 3 177 621          |
| 73        | Impôts et taxes                    | 2 156 913  | 2 193 850  | <b>-36 937</b>     |
| 731       | Fiscalité locale                   | 11 777 731 | 11 183 628 | 594 103            |
| 74        | Dotations et participations        | 2 128 899  | 2 110 927  | 17 972             |
| 75        | Autres produits                    | 110 374    | 245 432    | <b>-135 058</b>    |
| 76        | Produits financiers                | 17 516     | 18 197     | <b>-681</b>        |
| 77        | Produits exceptionnels             | 76 690     | -          | 76 690             |

## **2. La section d'investissement**

### **2.1 Résultat**

#### **a) Résultats d'investissement pour l'année 2025**

|                           |                  |
|---------------------------|------------------|
| Recettes d'investissement | 1 879 783.11 €   |
| Dépenses d'investissement | - 1 612 181.26 € |
| Résultats de l'année 2025 | 267 601.85 €     |

**b) Excédent ou déficit à reporter au budget primitif 2026 :**

001 Excédent antérieur reporté : 958 640.46 €

Résultat 2025 cumulé : 1 226 242.31 € à reporter au BP 2026

**c) Solde des restes à réaliser : 50 260.80 €**

**2.2 Analyse**

**Les dépenses d'investissement :**

Ce sont des dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité et le remboursement du capital des emprunts contractés.

**1) Emprunts et dettes assimilés (chapitre 16)**

Le remboursement du capital de la dette était de 119 272.67 € en 2025.

Pour mémoire, la communauté de communes dispose d'un emprunt contracté, à taux fixe, auprès de

- Caisse d'épargne : taux 1.84% - fin 16/08/2037

Le capital restant dû au 31 décembre 2024 est de 1 548 322.43 €.

**2) Chapitres 20, 21 et 23**

Les principaux investissements réalisés en 2024 sont les suivants :

- Construction du bâtiment du service collecte
- Acquisition de matériel : rénovation du parc informatique
- Les études : PAPI, trait de côte, éclairage public, ...
- L'extension du siège
- La voirie du cordon lagunaire
- La DFCI : pose de cuves
- Les sentiers de randonnée
- Service déchets : achat bacs de collecte, biosceaux, bacs de tri
- Les fonds de concours

**Les recettes d'investissement :**

Ces recettes englobent les ressources propres, les recettes perçues liées aux projets d'investissement retenus et, si besoin, les emprunts nouveaux.

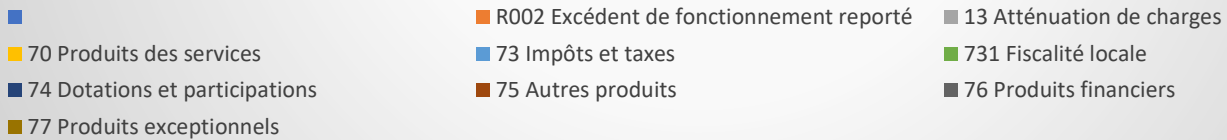
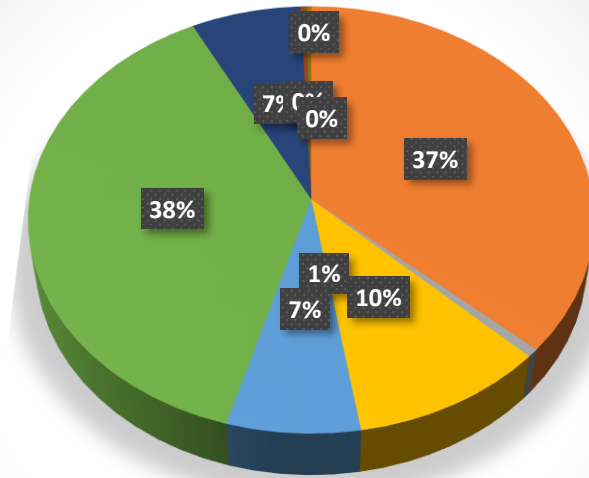
Pour l'année 2025, les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 1 124 746.64 €. Elles comprennent :

- Il s'agit des subventions d'investissement reçues pour 921 002 € (chapitre 13) qui émanent principalement de la CDC et de l'Etat
- Du FCTVA pour 164 079 €
- Du remboursement d'un prêt au budget annexe de l'assainissement : 39 665 €
  
- Les recettes d'ordre qui représentent des écritures comptables pour un montant de 668 462 €
- L'excédent d'investissement reporté 001 pour un montant de 958 640 €.
  
- **Les recettes d'investissement s'élèvent au total à 2 838 423.57 €**

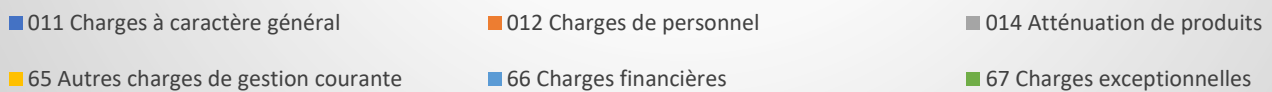
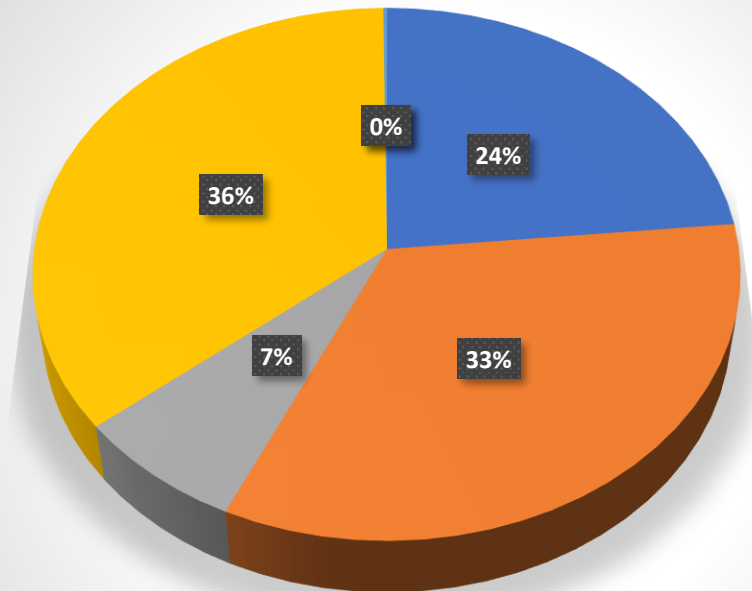
**III. Les données synthétiques du compte financier unique – Récapitulation**

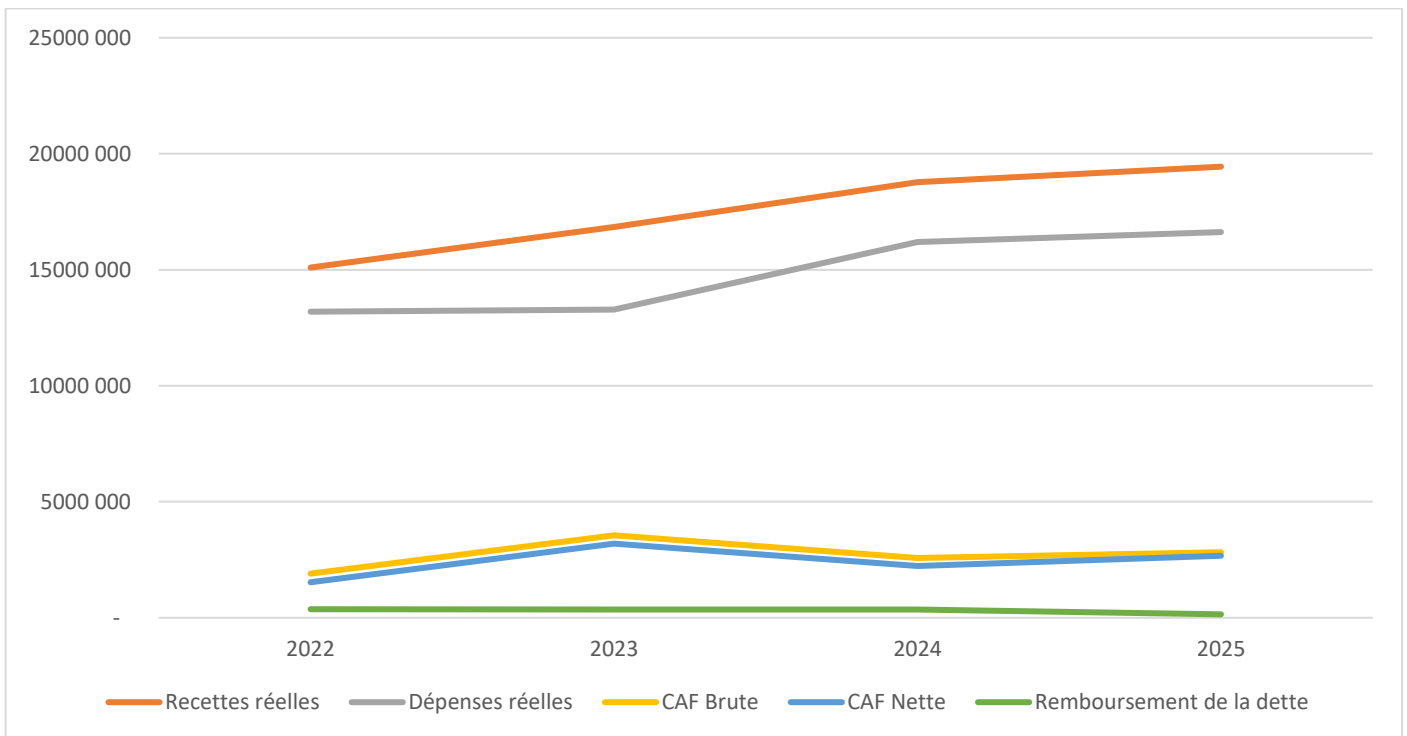
**3. Les données synthétiques du compte financier unique – Récapitulation**

## RECETTES REELLES 2025



## DEPENSES REELLES 2025





## Annuités de la dette

